



«Les ambitions de croissance de Sonatrach, une opportunité pour Siemens»

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4616 - Mercredi 31 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Finances  
**La BNA inaugure sa première agence digitale**

Page 4



## Un fonds d'investissement bilatéral créé **Nouvelle impulsion au partenariat algéro-français**

Page 4

### Une échéance qui divise

Par Mohamed Habili

**D**ans moins d'une semaine, le 4 novembre précisément, se tiendront probablement les élections de mi-mandat les plus disputées de l'histoire des Etats-Unis, une échéance qui d'habitude ne suscite qu'un intérêt on ne peut plus mitigé chez le public. En tout cas bien plus mitigé que lors d'une élection présidentielle, qui pourtant elle-même, on le sait, n'entraîne pas une grande participation dans ce pays. Est-ce à dire qu'en règle générale les Américains ne s'intéressent pas beaucoup à la chose publique ? Ce serait se tromper que de le croire. Aux Etats-Unis comme ailleurs, la participation, et son envers l'abstention, dépend de l'enjeu du moment. S'il est fort, il y a des chances pour que la participation le soit aussi, et vice-versa. Il se trouve que les sondages ont déjà relevé une sensible hausse de la participation par rapport aux années précédentes, en prévision du 4 novembre. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque ces élections, qui voient le renouvellement de toute la Chambre des représentants et un tiers seulement des sièges du Sénat, se ramènent en fait à un référendum pour ou contre le président en fonction. Un président aussi controversé que Donald Trump, que depuis son intronisation les démocrates cherchent à renverser, est ce qu'il y a de mieux pour polariser, et donc pour pousser ses partisans comme ses adversaires à se rendre aux urnes sinon en masse, du moins dans une proportion supérieure à celle du passé.

Suite en page 3

Les exportations de l'Algérie limitées au marché pétrolier

## Baisse des investissements américains en Algérie



PH/D. R.

Les investissements américains en Algérie ont connu une forte baisse en raison de l'autosuffisance des Etats-Unis en hydrocarbures qui constituait l'essentiel des exportations algériennes. La production des Etats-Unis en hydrocarbures suffit à leurs besoins, avec l'avènement du pétrole et du gaz de schiste US. Lire page 3

Football / Manchester City

### Guardiola salue la force mentale de Mahrez

Page 24

Salon international du livre d'Alger

### Forte affluence du public dès le premier jour

Page 13

Entretien/Farouk Benabdoun, directeur général de Siemens Algérie

# «Les ambitions de croissance de Sonatrach, une opportunité pour Siemens»

■ *Rencontré au deuxième et dernier jour de la tenue du 1<sup>er</sup> Sommet Algeria Future Energy, co-organisé par Sonatrach et CWC Group au Centre International des Conférences (CIC)-Alger, Farouk Benabdoun, directeur général de Siemens Algérie, met en exergue comment sa société, partenaire incontournable notamment en matière de digitalisation, contribue à la mise en œuvre des plans de développement initiés par les groupes nationaux Sonatrach et Sonelgaz.*

Entretien réalisé par Lynda Naili

**Le Jour d'Algérie :**  
Pourquoi la présence de Siemens Algérie à ce 1<sup>er</sup> Sommet Algeria Future Energy ?

**Farouk Benabdoun :** Les attentes du groupe sont de comprendre dans un premier temps quelles sont les ambitions de Sonatrach et de Sonelgaz mais aussi de voir celles des autres prestataires et partenaires basés en Algérie. Nous avons également constaté tous les efforts et les challenges du groupe Sonatrach pour opérer sa phase de digitalisation et de développement. Les ambitions de croissance que le groupe Sonatrach s'est fixé sont pour nous une opportunité claire pour les accompagner dans la réalisation de cette démarche. A ce titre, notre présence à ce premier Sommet Algeria Future Energy est très importante, en notre qualité de partenaire de digitalisation de cet événement.

**Justement, comment Siemens entend répondre à ces attentes ?**

Le groupe Siemens est quasiment présent dans tous les maillons de la chaîne de production énergétique, notamment dans celle pétrolière-gazière, jusqu'au traitement des données et la distribution électrique. Nous

sommes aussi présents avec un palier de digitalisation qui permet justement le suivi de tous les équipements installés, que ce soit chez la Sonelgaz ou la Sonatrach. C'est un traitement de données qui permet une meilleure exploitation des installations, la réduction des temps d'intervention dans la maintenance et en même temps la réduction des arrêts intempestifs des équipements et des installations et donc éviter leurs pannes. Ce traitement de données permettra en fin de compte de ne rester que sur la maintenance préventive.

**Concrètement, comment se traduit votre accompagnement ?**

Siemens Algérie existe depuis 1962. Depuis ce temps, nous accompagnons Sonelgaz dans la production électrique à travers la fourniture de turbines, le contrôle commande, des contrats de maintenance. Nous sommes aussi sur le réseau électrique pour le transport de la haute tension à travers plus d'une centaine de postes électriques installés. Avec Sonatrach aussi, nous sommes actifs sur l'activité amont à travers des turbines pour la génération électrique des sites pétroliers. Nous sommes également présents dans le transport par canalisation sur le transport et la compression du gaz.



Photo: Soraya J. A.

**Siemens made in Algeria ?**

**Ces solutions sont-elles totalement importées ?**  
Les solutions, telles que celles proposées pour les installations électriques, sont désignées en Algérie. Pour le reste, elles sont fabriquées à l'étranger dans les usines Siemens à travers le monde. Ce sont des solutions standards qui seront adaptées en fonction des besoins des clients.

**A quand des solutions**

Il y a déjà des solutions Siemens made in Algeria. Chez Siemens Algérie nous avons un atelier d'assemblage d'armoires télécom destinées à la télécommunication pour le réseau électrique au profit de la Sonelgaz, mais aussi pour tous les clients gestionnaires des réseaux électriques au niveau de l'Afrique et de l'Europe francophone. Nous avons entamé notre focalisation de design solution en 2013 à travers une équipe de 14 ingé-

nieurs algériens, formés en Europe. Ils fournissent des solutions dans le domaine de l'engineering et du design pour le marché algérien, et ceux de l'Afrique et de l'Europe francophones. Actuellement, nous sommes en train de réaliser un atelier de maintenance pour les gros compresseurs qui permettent à Sonatrach de transporter le gaz. Le projet est en cours d'installation et sera opérationnel au plus tard durant le premier trimestre 2019.

**Avez-vous eu des retours concrets lors de cette deuxième journée du sommet ?**

Effectivement, nous avons eu des échanges et des retours positifs. Nous avons même eu des opportunités de nouvelles d'affaires avec des partenaires et filiales de Sonatrach. A ce titre, je pense que l'avenir ne sera que meilleur.

**Peut-on connaître les chiffres prévisionnels de Siemens Algérie pour 2018 ?**

Il est encore trop tôt pour avancer des chiffres pour 2018. Ceci dit, nous tablons sur une croissance de notre activité. Concernant 2017, notre chiffre d'affaires tourne autour des 8 milliards DA. En termes d'effectif, Siemens Algérie emploie plus de 300 collaborateurs. L. N.

Marché gazier

## Guitouni et le SG du Forum des pays exportateurs de gaz évoquent les perspectives

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, et le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), Yuri Sentyurin, ont évoqué à Alger les perspectives du marché gazier ainsi que le projet de l'Institut de recherche du gaz du GECF qui sera installé en Algérie, a indiqué hier le ministre dans un communiqué. Cette rencontre s'est tenue en marge des travaux du Sommet Algeria Future Energy, organisé les 29 et 30 octobre à Alger. Durant cette entrevue, les deux parties ont abordé les perspectives des marchés et des industries du gaz dans le monde, ainsi que la tenue de la 20<sup>e</sup> réunion ministérielle du GECF prévue le 14 novembre 2018 à Trinité-et-Tobago. Par ailleurs, les parties ont notamment discuté de la concrétisation de la feuille de route pour implémenter l'Institut de recherche du GECF en Algérie et dont la première réunion du comité scientifique aura lieu en février 2019 à Alger. C'est lors de la 19<sup>e</sup> réunion du GECF, tenue en

octobre 2017 à Moscou, et sur proposition de l'Algérie que les membres du Forum avaient décidé de créer cet institut en Algérie et dont la décision avait été entérinée lors du sommet des chefs d'Etat du GECF tenu en novembre 2017 en Bolivie. Par ailleurs, M. Guitouni et M. Sentyurin ont discuté des objectifs stratégiques du GECF et des mécanismes à mettre en place en vue d'assurer aux pays membres la possibilité de planifier et de gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz. A ce propos, le ministre a appelé à favoriser le dialogue entre les producteurs de gaz et les pays consommateurs afin d'assurer la stabilité et la transparence du marché gazier. Pour rappel, le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8e session du Forum informel des pays membres tenue à Moscou en 2008. Il est actuellement composé de 12 pays membres qui sont, en l'occurrence, l'Algérie, la

Bolivie, la Guinée équatoriale, l'Égypte, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago, les Emirats arabes unis et le Venezuela, ainsi que de 7 pays observateurs, à savoir l'Irak, le Kazakhstan, la Norvège, Oman, les Pays-Bas, le Pérou et Azerbaïdjan. Le GECF regroupe ainsi des pays qui, ensemble, détiennent plus des deux-tiers des réserves gazières de la planète.

**Le SG du Forum des exportateurs de gaz appelle les pays membres à engager davantage d'investissements**

Le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), Yuri Sentyurin, a appelé hier à Alger les pays membres de cette organisation à s'engager davantage dans les investissements afin d'accroître la production du gaz et d'assurer

durablement l'approvisionnement en cette énergie. «Le FPEG est en train d'examiner plusieurs thématiques pour améliorer la production du gaz et s'assurer de son provisionnement durable. Nous pensons, ainsi, que les pays membres devraient s'engager dans ce processus d'amélioration de la production de gaz et de son approvisionnement durable, et ce, à travers notamment incluant des projets d'investissements», a préconisé M. Sentyurin lors du Sommet «Algeria Future Energy» organisé les 29 et 30 octobre à Alger. Dans ce sens, il a considéré qu'il était impératif d'intégrer la technologie dans ce domaine pour faire face aux multiples défis et incertitudes auxquels fait face le marché mondial du gaz. Précisant que la production gazière mondiale actuelle dépasse les 140 milliards de m<sup>3</sup>, M. Sentyurin a indiqué que la plupart des pipelines sont dirigés vers l'Europe et qu'il faudrait mettre en place de nouvelles stratégies pour la distri-

bution du gaz vers le vieux continent. «Nous devons inscrire dans nos prévisions l'accroissement du volume de gaz exporté vers l'Europe», a-t-il dit. Soulignant que l'Europe demeure un gros consommateur de gaz, le secrétaire du FPEG a affirmé que l'Algérie devrait en profiter davantage tout en visant d'autres marchés, sachant que le gaz restera une source d'énergie dominante pendant longtemps encore. Par ailleurs, il n'a pas manqué de mettre en exergue le rôle de l'Algérie dans la concertation entre pays Opec et non-Opec pour parvenir à un accord permettant un redressement des cours de pétrole. Il a aussi évoqué les efforts consentis par l'Algérie pour contribuer à garantir la sécurité du marché mondial de gaz. Dans ce sens, il a rappelé la décision de créer en Algérie l'Institut de recherche du gaz du GECF, prise lors de la 19<sup>e</sup> réunion du GECF, tenue en 2017 à Moscou.

Hasna D.



Les exportations de l'Algérie limitées au marché pétrolier

# Baisse des investissements américains en Algérie

■ Les investissements américains en Algérie ont connu une forte baisse en raison de l'autosuffisance des États-Unis en hydrocarbures qui constituaient l'essentiel des exportations algériennes. La production des États-Unis en hydrocarbures suffit à leurs besoins, avec l'avènement du pétrole et du gaz de schiste US.

Par Louiza Ait Ramdane

Les investissements américains en Algérie accusent un rétrécissement rigoureux. Des quelque 22 milliards de dollars, en 2008, ils ont chuté à environ 5,9 milliards au cours des dernières années. Les échanges entre les États-Unis et l'Algérie étaient basés sur les hydrocarbures. Actuellement, les États-Unis importent moins d'hydrocarbures d'Algérie, car la production américaine suffit à leurs besoins avec l'avènement du pétrole et du gaz de schiste US. Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le président du Conseil d'affaires Algéro-américain, Smaïl Chikhoun, confirme que cette baisse a été induite par celles des importations de brut par les États-Unis. En 2008, le volume des échanges était de 22 milliards de dollars, du fait de l'importance des exportations algériennes des secteurs d'investissement qui intéressent les Américains en Algérie, l'invité de la rédaction rappelle que ces derniers sont présents dans le secteur de l'agriculture.

Smaïl Chikhoun, président du Conseil d'affaires algéro-américain



Il annonce, sur ce point, que trois mémorandums d'entente seront signés prochainement entre les deux pays. Ces mémorandums portent sur la création, dans la région de Biskra, de fermes laitières pouvant accueillir

3 000 vaches chacune. Toujours dans le secteur de l'agriculture, Smaïl Chikhoun fait en outre état de contacts entre des opérateurs algériens et américains relatifs à la fabrication à grande échelle de pivots d'irrigation.

Revenant à l'échec constaté dans la réalisation par des partenaires américains de fermes de production agricole et laitière à El Bayadh et Adrar, M. Chikhoun l'impute à «des difficultés d'ordre bureaucratique». Il assure que ces projets «n'ont pas été aban-

donnés» et qu'ils devraient être relancés «de nouveau». Commentant, hier, la conclusion d'un accord pétrolier entre Sonatrach et la société américaine Air Product Chimichal, Smaïl Chikhoun indique qu'elle vise à développer la production d'hélium, relevant, par ailleurs, l'intérêt des USA à contribuer au développement des techniques de production d'énergie solaire en Algérie.

L. A. R.

Lord Risby (Grande-Bretagne)

## L'Algérie est un «partenaire stratégique» en matière de sécurité énergétique

Le représentant de la Première ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a affirmé, hier à Alger, que l'Algérie représentait pour le Royaume-Uni un «partenaire stratégique» en matière de sécurité énergétique. Intervenant lors des tra-

vaux du Sommet «Algeria Future Energy», organisé les 29 et 30 octobre à Alger, Lord Risby a relevé que «l'Algérie, avec tous ses changements et ses efforts, est un partenaire stratégique en matière de sécurité énergétique et joue un rôle vital dans la stabilité de sa région». Il a également

souligné que «l'Algérie s'est engagée dans le développement des énergies renouvelables, de la biomasse, de l'énergie solaire, de l'énergie thermique et de la cogénération, tout en demandant à ses partenaires d'y investir». Au vu de l'évolution de la politique énergétique et écono-

mique, a-t-il poursuivi, «je voudrais saluer les grands changements énergétiques globaux engagés par l'Algérie». Dans ce sillage, il a souhaité un approfondissement des relations de partenariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni.

L. M.

Tizi-Ouzou

## Prochaine édition d'une cartographie économique et industrielle

Une cartographie économique et industrielle de la wilaya de Tizi-Ouzou sera éditée prochainement, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de l'industrie. Lancé en février dernier en collaboration avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et confié à un bureau d'études privé, le projet est «en phase de finalisation», a indiqué à l'APS Hamitouche Moula, responsable local de l'industrie. Devant être éditée initialement au bout de trois mois après son lan-

gement, «sa conception s'est avérée plus difficile et exigeait, notamment, beaucoup de sorties sur le terrain pour fin de vérification et d'actualisation de certaines données», a-t-il souligné. «L'objectif de cette cartographie est d'avoir un outil qui offre une information globale sur la situation économique et industrielle de la wilaya et qu'on pourra mettre à la disposition des investisseurs désirant réaliser des projets dans la wilaya», explique M. Hamitouche. Le document qui

sera mis en ligne sur le portail électronique de la wilaya «permettra à ces investisseurs potentiels désireux d'investir dans la wilaya, qui peuvent le consulter à distance, d'avoir une première idée de sa réalité et ses besoins avant de s'engager dans leur projet», a-t-il ajouté. Il comprendra, a-t-il précisé, «toutes les statistiques concernant le tissu industriel et économique de la wilaya, ainsi que des données sur l'intercommunalité et la vocation de chaque région et commu-

ne». En outre, cet outil contribuera, également, selon le même responsable, «à la prise de décision en matière de développement sectoriel en fonction des besoins de chaque région, de sorte à aller vers un équilibre régional en matière de développement». La politique industrielle locale s'appuie sur un tissu industriel de quelque 16 000 PME, faisant travailler plus de 2 personnes, auxquelles s'ajoutent près de 12 000 autres de taille intermédiaire employant 1 à 2

## LA QUESTION DU JOUR

### Une échéance qui divise

Suite de la page une

La tradition veut que le président en fonction perde ce genre d'élections, et sinon le contrôle des deux chambres, dans le cas où son camp est majoritaire dans les deux, du moins l'une d'elles. Mais, cette règle suppose une participation nettement en deçà des 50% de l'électorat, autrement dit une faible polarisation. Il suffirait donc que du fait d'une forte polarisation pour que cette participation se transforme en quelque chose qui ressemble à un raz-de-marée électoral, du moins selon les critères américains, auquel cas sondages et prévisions peuvent très bien être pris en défaut. A l'approche du jour «j», deux événements ont semblé donner le ton : la douzaine de colis piégés envoyés aux critiques les plus en vue de Donald Trump, qui n'ont fait aucune victime, et la fusillade dans la synagogue de Pittsburg, qui elle par contre s'est soldée par un massacre. Rien ne dit que ces faits ont quelque chose à voir avec les prochaines élections. Le premier, celui des colis piégés, pourrait très mal passer pour un argument de campagne. Toutefois il ne fait pas de doute que pour ce qui le concerne, il est une conséquence de la polarisation du paysage politique américain consécutive à l'élection de Donald Trump, survenue il y a maintenant deux années. Perdre ces élections revient pour les républicains à perdre le contrôle de la seule Chambre des représentants, étant donné que la plupart des sièges du Sénat à renouveler sont pour l'heure occupés par des démocrates. De sorte que même s'ils les perdaient tous, ils y seraient encore majoritaires. Une relative forte mobilisation des électeurs républicains est susceptible de reconduire le rapport de force existant dans les deux chambres, ce qui le cas échéant serait une victoire de Trump, et une promesse de succès pour la présidentielle de 2020. Evidemment, compte tenu de l'atmosphère délétère qui règne pour l'heure dans ce pays, une victoire marquée des démocrates n'est pas à écarter.

M. H.

Hassan C.

Un fonds d'investissement bilatéral créé

# Nouvelle impulsion au partenariat algéro-français

■ Signée par Abdelkader Messahel et le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, la création d'un fonds d'investissement algéro-français vise à donner une «nouvelle impulsion» au partenariat économique entre les deux pays.

Par Thinhinene Khouchi

**A** l'issue des travaux de la cinquième session du Comité mixte économique franco-algérien tenue à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire ont signé la déclaration d'intention portant création d'un fonds d'investissement algéro-français qui soutient particulièrement la coopération entre les petites et moyennes entreprises algériennes et françaises et permettrait d'accompagner les entrepreneurs algériens investissant en France et les entrepreneurs français en Algérie. Le fonds aura vocation à financer essentiellement des partenariats entre entreprises privées dont l'activité est liée à un partenariat algéro-français et visera, en priorité, les PME dans les secteurs porteurs de croissance tels que l'automobile, l'agroalimentaire, la transition énergétique, la mobilité urbaine et le numérique. Pour ce qui est du capital, il sera abondé à pari-

té par les deux parties en euro et devra être progressif en fonction de l'importance et du nombre de projets à financer. Le capital privé, provenant notamment des institutions bancaires, pourra, le cas échéant, abonder ce fonds dans une seconde phase, a-t-on précisé, soulignant que le fonds ainsi que les choix des investissements sont gérés et réalisés de façon à être rentables, selon les conditions du marché. La gouvernance du fonds sera distincte de sa gestion (revenant aux deux Etats actionnaires, dans le cadre d'un conseil d'administration). Cette dernière, a-t-on expliqué, est déléguée à un gestionnaire de fonds indépendant reconnu et sélectionné à l'issue d'un processus d'appel d'offres. Au sujet du transfert des capitaux, le rapatriement des fonds investis pourra se faire si l'une des parties en exprimait le souhait, a-t-on indiqué, précisant que l'allocation des dividendes et plus-values de cessions résultant des investissements réalisés par le gestionnaire de fonds, pourra être réinvestie dans le fonds ou transférée aux institutions ayant abondé le fonds à hauteur de leur participation. Lors de cette rencontre, le dialogue des deux ministres a, en outre, porté sur la situation sécuritaire du pays, en Méditerranée et au Sahel. Messahel a précisé que cette séance «a permis d'échanger nos analyses, nos points de vue sur ce qui se passe d'abord dans notre zone en Méditerranée et au Sahel», soulignant qu'il est évident que «lorsque Algériens et Français se rencontrent, des questions telles que la situation au Mali, au Sahel et en Libye, fassent l'objet de nos discussions». «Je dis que je suis satisfait de cet échange de vues. Ça nous a permis de continuer à soutenir les efforts des Nations



unies que ce soit pour ce qui est de la Libye, soutenir les efforts de Ghassan Salamé, soutenir sa feuille de route, et de faire en sorte que cette feuille de route fasse l'objet du soutien attendu par les partenaires amis de la Libye afin que ce pays retrouve sa stabilité et sa sécurité», a-t-il affirmé, faisant observer que l'Algérie partage plus de 1 000 km de frontières avec la Libye et «combien nous tenons à la stabilité et à la sécurité de ce pays frère et voisin». Pour ce qui est du Mali, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que l'Algérie est partenaire dans les efforts des Nations unies et dans la mise en œuvre de l'accord dans le cadre du comité de suivi de l'accord né du processus de l'accord d'Alger et de Bamako, soulignant que là aussi la concertation est «quasi permanente». «Nous sommes satisfaits des efforts qui sont faits par le gouvernement malien et des partenaires signataires de cet

accord. Il est évident qu'il n'y a pas de mise en œuvre de l'accord s'il n'y a pas de confiance», a-t-il indiqué, relevant que la confiance est retrouvée et «nous devons les encourager en raison des défis auxquels nous faisons face dans cette région».

## «La diversification de l'économie de l'Algérie, une priorité»

Pour ce qui est du Comité mixte économique franco-algérien, Messahel a noté avec satisfaction qu'il est «très important» que les chefs d'Etat des deux pays ont développé comme idée de faire de la relation entre l'Algérie et la France une relation «particulière» dans le sens d'un partenariat «stratégique et d'exception», appelant à ce que cette relation soit fondée sur l'intérêt des uns et des autres. «Nous avons également parlé, avec mon collègue Jean-Yves Le Drian, de la place centrale de la

mobilité des personnes, donc de la circulation des personnes entre les deux pays», a-t-il ajouté, indiquant par ailleurs que l'Algérie et la France sont engagées «ensemble» dans tout ce qui est migration illégale et clandestine. «C'est un fléau auquel l'Algérie est elle-même confrontée» pour lequel «il faut toute une stratégie internationale pour combattre ces réseaux criminels». Pour sa part, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youfi, a indiqué que dans le cadre du Comefa, les deux parties ont eu des discussions «extrêmement intéressantes», faisant remarquer que la priorité économique de l'Algérie «c'est sa diversification». «L'Algérie a pris conscience de la nécessité d'accélérer le processus de diversification de son économie. Elle ne peut pas dépendre uniquement des hydrocarbures».

T. K.

## Médéa Un budget primitif de 1,021 milliard de dinars adopté

**LE BUDGET** primitif de la wilaya de Médéa pour l'exercice 2019, d'un montant de l'ordre de 1,021 milliard de dinars a été adopté, mardi, par l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), lors d'une session extraordinaire. Le budget primitif 2019 enregistre une baisse de l'ordre de près de 96 millions de dinars, comparé au précédent budget, qui était estimé à 1,116 milliard de dinars induit par la «faiblesse» des recettes fiscales et le «manque de financement externe», selon le rapport de la commission des finances de l'Assemblée. Une dotation financière d'un montant de 95 millions de dinars a été consacrée, au chapitre du budget de fonctionnement, au secteur des travaux publics, 34 millions de dinars au secteur des forêts, 29 millions de dinars au secteur de l'éducation, alors que le secteur de la formation professionnelle a été accrédité d'une enveloppe financière de l'ordre de 3 millions de dinars. Le secteur de la santé s'est vu doté d'une subvention de 43 millions de dinars, au titre du chapitre équipement, destinée à l'acquisition d'un quinze de fauteuils dentaires au profit des unités de suivi et de dépistage (UDS) scolaires et l'acquisition également d'appareils d'hémodialyse pour le compte des structures sanitaires de la wilaya. **R. N.**

## Communauté nationale à l'étranger : Messahel rencontre les consuls en France

**L**e ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a réuni mardi à Paris, les chefs de postes consulaires en France en présence de l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette rencontre est intervenue au lendemain de la tenue à Paris de la cinquième session du Comité mixte économique algéro-français (Comefa),

durant laquelle le ministre «a mis en exergue la centralité de la mobilité et de la circulation des personnes dans le cadre du partenariat algéro-français, en tant que vecteur essentiel à même de renforcer ce partenariat et de promouvoir les échanges économiques et humains entre les deux pays», précise la même source. Le ministre a souligné «la place centrale qu'accorde le gouvernement algérien à la communauté

nationale à l'étranger, dont témoignent notamment les décisions prises par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en direction de cette communauté». Il a également indiqué que les acquis enregistrés en termes de numérisation et de modernisation de la gestion consulaire et des moyens et outils mis à la disposition des postes consulaires a sensiblement contribué à réduire les contraintes administratives et,

partant, améliorer la qualité du service au niveau de ces postes. M. Messahel a, par ailleurs, appelé les chefs de postes consulaires en France à être présents au service du pays et de la communauté, à travers tous les moyens et outils mis à leur disposition. Les participants ont, à leur tour, passé en revue l'ensemble des questions relatives à la gestion et à la protection de la communauté nationale en France. **K. L.**

Tizi Ouzou

## L'APW répartit des subventions au profit de 500 associations

**Q**uelque 525 associations bénéficieront des subventions octroyées annuellement par l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou. En effet, la commission des affaires sociales, culturelles, culte, des wakfs, du sport et de la jeunesse de l'APW a procédé mardi à la répartition des subven-

tions allouées annuellement aux associations. Les membres de ladite commission ont la répartition des subventions pour l'exercice 2018 proposée. Les associations sportives bénéficiaires au nombre de 314 se sont taillé la part du lion suivies de celles culturelles (131) et sociales (80). Le

montant des subventions a été revu à la baisse cette année en raison des restrictions budgétaires puisque celui-ci varie de 80 000 à 300 000 dinars alors que lors du précédent exercice les clubs sportifs évoluant en régionale avaient empoché des subventions de pas moins d'un million dinars. **Hamid M.**



Prix

# Le pétrole en repli sous la barre de 77 dollars

■ Les prix du pétrole baissaient à nouveau hier en cours d'échanges européens, dans un marché inquiet de voir les tensions entre Washington et Pékin potentiellement peser sur la croissance, et donc sur la demande de brut.

Par Sofiane C.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 76,84 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 50 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 40 cents à 66,64 dollars. «La faiblesse des



PH. A. D. R.

prix du pétrole depuis lundi est probablement due à un marché frileux, alors que certains parient sur de nouvelles taxes américaines sur les importations chinoises», ont commenté les analystes de JBC Energy. L'administration américaine prépare une liste de nouvelles sanctions si aucune avancée n'est trouvée en décembre en marge du G20 par les présidents chinois et américain, Xi Jinping et Donald Trump, selon des infor-

mations de l'agence Bloomberg. Du côté de l'offre, Washington appliquera à partir de la semaine prochaine ses sanctions contre les exportations de pétrole iranien. «Les importations japonaises de brut iranien sont tombées à 132 000 barils par jour en septembre, contre 190 000 barils en septembre 2017», ont souligné les analystes d'ING, un exemple des changements de pratique des clients du troisième producteur de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (Opep) qui se détournent de son offre pour éviter les foudres de Washington. Enfin, les marchés prendront connaissance aujourd'hui des données hebdomadaires officielles sur les réserves de brut des Etats-Unis, qui ont grimpé sur les dernières semaines, signe que l'offre répond amplement à la demande du pays, géant de la production et premier consommateur mondial.

S. C./APS

Trésor public

## Possibilité de non-recours au financement non conventionnel à partir de 2019

Le Directeur général du Trésor, Fayçal Tadinit, a annoncé, lundi à Alger, la possibilité de renoncer au recours au financement non conventionnel à partir de janvier 2019 et ce, en raison de l'amélioration de plusieurs indicateurs économiques. «Vu les nouvelles données économiques et l'amélioration de plusieurs indicateurs économiques, à savoir la hausse des recettes fiscales pétrolières, des cours du pétrole et des recettes fiscales ordinaires, il est possible de renoncer au recours au financement non conventionnel à partir de janvier 2019 ou d'y recourir dans une moindre mesure par rapport à 2018», a précisé M. Tadinit devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une réunion présidée par Toufik Torche, président de la commission, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2019. «Le Trésor public attend pour l'instant les chiffres et les indicateurs économiques pour les mois de novembre et décembre 2018 avant de prendre, début 2019, les décisions concernant le financement non conventionnel», a fait savoir le responsable. Pour rappel, la loi complétant et modifiant l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit, adoptée en 2017, permet à la Banque d'Algérie de procéder, à titre exceptionnel et durant une période

de de cinq années, à l'achat directement auprès du Trésor, de titres émis par celui-ci, à l'effet de participer à la couverture des besoins de financement du Trésor et du Fonds national d'investissement (FNI), au financement de la dette publique interne et au rachat de la dette bancaire de Sonelgaz et Sonatrach. Lors de l'examen des données présentées par M. Tadinit et les propositions concernant le Trésor public, contenues dans le PLF 2019, les membres de la commission ont demandé un rapport détaillé sur la situation du financement non conventionnel, exprimant leurs appréhensions quant au taux d'inflation qui peut y découler durant les années à venir. Ils ont plaidé, dans ce sens, pour l'amorce de réformes économiques en parallèle avec le recours au financement non conventionnel ainsi que la «transparence» dans la gestion des comptes d'affectation spéciale. En réponse aux préoccupations des membres de la commission, le premier responsable a fait savoir que toutes les opérations prévues dans le cadre du financement non conventionnel étaient en cours d'examen et de suivi par un comité composé de cadres du ministère des Finances et d'autres instances. Installé au niveau de la Banque d'Algérie, ce comité est également chargé d'entamer les réformes économiques et struc-

tuelles pour accompagner ce financement et retrouver l'équilibre du budget, a-t-il soutenu. S'agissant des réformes économiques qui vont de pair avec le recours au financement non conventionnel, M. Tadinit a précisé que le projet de ces réformes serait appliqué «progressivement» pour éviter toute fissure dans la politique économique et sociale actuelle, indiquant, à ce titre, que «le plus important est d'engager ces réformes sur plusieurs niveaux en attendant d'en tirer parti». Evoquant la gestion des comptes d'affectation spéciale, M. Tadinit a expliqué que «les fonds de ces comptes sont considérés comme argent public codifié et contrôlé, au même titre que la dépense du reste des fonds publics». «Il ne faut pas confondre le contrôle de la gestion et l'évaluation de l'efficacité des projets entamés dans le cadre des fonds de ces caisses», a-t-il souligné. Concernant l'autorisation accordée au Fonds national de l'investissement (FNI) pour l'octroi de crédits à long terme à la Caisse nationale des retraites (CNR), le DG du Trésor a fait savoir que «cette mesure vise à soutenir la CNR dans ses missions à travers l'octroi de crédits à long terme (40 ans, différé 20 ans), dont le Trésor réduira le taux d'intérêt», mettant en avant que «cette mesure permettra le renforcement des capacités de la CNR

dans le paiement des pensions de retraite». Concernant les financements octroyés au secteur de l'Habitat, ayant fait l'objet également de questions de quelques membres de la commission, M. Tadinit a fait savoir que la Caisse nationale du logement (CNL) avait connu quelques difficultés de financement durant l'année 2015 et 2016 dus à la crise financière, faisant état, en outre, de la nécessité de le financer avec l'amélioration de l'ensemble des indicateurs économiques dans l'objectif de parachever les projets de logements au profit des citoyens. Pour rappel, la Commission des finances et du budget à l'APN poursuit l'examen du PLF 2019 avec les responsables avant d'élaborer son rapport et de soumettre le projet à l'examen et au vote des membres de l'APN. Les travaux de la réunion de la commission se sont déroulés lundi en présence de la majorité de ses membres, à savoir : le Front de libération nationale (FLN, 23 membres), le Rassemblement national démocratique (RND, 12 membres), le Mouvement de la société pour la paix (MSP, 2), Tajamoua Amel El-Djazair (TAJ, 2), l'Union Nahda-Adala-Bina (2), Parti des travailleurs (PT, 1), le Rassemblement patriotique républicain (RPR, 1), tandis que les représentants du parti Front des forces socialistes (FFS) ont manqué à l'appel.

Faten D.

## Constantine 102 000 quintaux de semences pour la campagne labours-semailles

UNE QUANTITÉ de 102,460 quintaux de semences de céréales a été réservée à Constantine pour répondre aux besoins des agriculteurs dans le cadre de la campagne labours-semailles, lancée début octobre, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé lundi que plus de 63 000 quintaux de semences de blé dur, 34 000 quintaux de semences de blé tendre et 4 100 quintaux de semences d'orge ont été mobilisés, au titre de cette opération. S'agissant des engrais, le même responsable a fait part de la réservation de 78 190 quintaux d'engrais dont plus de 16 000 quintaux d'engrais azotés. Ces quantités de semences de céréales, disponibles au niveau de la Coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) d'El Khroub, sont «suffisantes» pour répondre aux besoins des agriculteurs à travers la wilaya, a assuré le même responsable, précisant que plus de 80 000 hectares réservés à la culture des céréales ont été labourés, soit 89% de la surface ciblée (90 000 hectares). La CCLS d'El Khroub a fixé le prix de un quintal de semences de blé dur entre 4 500 DA et 5 400 DA, alors que le quintal de blé tendre est vendu entre 3 500 DA et 4 250 DA, tandis que le prix de 1 quintal de semences d'orge a été fixé entre 2 500 DA et 3 100 DA, a rappelé le même responsable, précisant que ces prix sont subventionnés par l'Etat. Le DSA qui a mis l'accent sur l'importance de poursuivre le parcours technique dans les différentes opérations agricoles, a salué l'intégration de la culture des légumes alimentaires et de fourrages dans les cycles agricoles. La surface réservée à la culture des céréales devra atteindre cette saison les 90 000 hectares, avec une augmentation de plus de 10 000 ha, comparativement à la saison agricole 2017-2018 (60 330 hectares pour le blé dur, 20 820 ha pour le blé tendre, 7 510 hectares pour l'orge et 1 340 hectares pour le foin). Pour rappel, 1 710 dossiers pour le crédit «Rfig» ont été déposés par les agriculteurs.

R. E.

Rencontre entre le directeur de l'éducation et la CTE à Béjaïa

# Des décisions urgentes pour mettre fin aux conflits

■ Une rencontre entre le directeur de l'éducation et son staff au complet avec la Coordination des travailleurs de l'éducation (CTE) de la wilaya de Béjaïa et les différents secrétaires généraux des corps concernés a eu lieu, a annoncé la CTE de Béjaïa dans un communiqué.

Par Hocine Cherfa

Le secrétaire de wilaya du syndicat Yacine Hassani a demandé au directeur de l'éducation avant l'entame des négociations «la concrétisation des revendications des travailleurs inscrite dans la plate-forme, ceci dans la pratique notamment, les cinq questions urgentes soulevées auparavant afin d'éviter les conflits inutiles et grèves à répétition qui ne servent pas les élèves», souligne-t-on. Le directeur de l'éducation a accepté la proposition du syndicat et a pris des mesures de nature à mettre fin aux problèmes auxquels font face des établissements dont le CEM 8 Mai 1945 avec le maintien des 10 postes sans aucune suppression afin de garantir la stabilité de l'établissement et la tenue d'une assemblée générale avec les travailleurs grévistes et le coordinateur de la CTE. Au sujet

du lycée technique d'Akbou, une commission conduite par le secrétaire général de la DE a été dépêchée jeudi dernier sur les lieux où une décision ferme a été prise. Elle consiste en le paiement des journées défalquées par la gestionnaire, le versement des indemnités des travailleurs et enseignants ayant travaillé durant la période des examens dont celui du baccalauréat, l'application des emplois du temps des travailleurs issus des corps communs selon l'accord adopté par tout le monde et surtout l'application des décisions prises par l'économiste afin de mettre fin aux perturbations qu'a vécues ce lycée par le passé. Pour le cas du CEM Saïd-Halmouche de Darguina, il a été décidé d'affecter un agent vers un autre établissement afin d'y ramener la stabilité. En ce qui concerne le lycée de Toudja, il a été décidé d'affecter le travailleur qui a fait l'objet de poursuites judiciaires



et d'abus au lycée d'Oued Ghir à sa demande et que sa prime de rendement lui sera versée et restituée après avoir été totalement bloquée par la responsable de l'établissement. Selon le document de la CTE, «une commission devrait se rendre sur les lieux afin d'enquêter sur la gestion de l'établissement comme il est prévu le retrait de la plainte déposée à son encontre». Au sujet du lycée El-Hammadia, «le directeur de l'établissement est

sommé de rendre le tableau d'affichage du syndicat à sa place» afin de mettre fin au conflit déclaré entre lui et le syndicat, un geste qualifié par la CTE d'«atteinte au syndicat». Une commission devrait également se rendre sur les lieux. Parmi les résolutions prises aussi, on note «la remise immédiate des clés des chambres d'hébergement en faveur du secrétaire général du syndicat, natif de la wilaya de Batna, qui exerce comme ensei-

gnant depuis 27 ans au sein de cet établissement ainsi qu'à un autre travailleur». «Le directeur de l'établissement a refusé», selon le syndicat «l'application de la décision de la direction de l'éducation en ce qui concerne l'attestation d'hébergement». Le syndicat semble satisfait des décisions prises qui, selon lui, demande une concrétisation sur le terrain. H. C.

Oran

## Enquête publique pour la protection du site archéologique «Portus Magnus»

La direction de la culture de la wilaya d'Oran a lancé une enquête publique pour la mise en œuvre du projet du plan de protection du site archéologique romain «Portus Magnus» situé à Bethioua (est d'Oran), a-t-on appris auprès de cette direction.

Cette enquête destinée à la société civile, aux habitants de Bethioua et aux propriétaires d'un foncier au sein de ce site archéologique permet de connaître toute préoccupation, opposition ou proposition au sujet du projet du plan de protection du site s'étendant sur une superficie de 50 hectares, a souligné le chef du bureau protection du patrimoine de cette direction.

Lancée le 10 octobre en cours, cette enquête permet d'inscrire sur un enregistreur signé par le wali toute observation avant la mise en œuvre du plan de protection du site «Portus Magnus», a ajouté Djamel-eddine Berka. Après l'achèvement de cette opération qui durera 60 jours et l'aval du wali, un dossier du plan de protection et de mise

en valeur du site archéologique sera adressé au ministère de la Culture pour son approbation par la commission nationale de protection du patrimoine, a-t-il dit. L'étude du plan de protection et de mise en valeur du site dont l'étude a été menée par un bureau algérien habilité a été approuvée par l'APW lors de sa dernière session tenue en juin

dernier. Pour la protection du site archéologique romain «Portus Magnus», des mesures urgentes ont été prises où la direction de la culture a proposé à la commune de Bethioua de mettre en place une clôture autour.

Le site archéologique «Portus Magnus» classé patrimoine national en 1968 a été découvert au 19<sup>e</sup> siècle. Il est considéré

comme l'un des importants ports édifiés à l'époque romaine, selon des sources historiques.

Le musée national public «Ahmed Zabana» d'Oran conserve une collection de mosaïques découverte sur ce site souvent visité par des chercheurs, des historiens et des touristes locaux et étrangers.

Lyes C.

Tlemcen

## Exposition sur les moudjahidate

Une exposition intitulée «les moudjahidate nos héroïnes» sera organisée à partir du 31 octobre courant à la galerie d'art «Abdelhalim Hemch» de la mai-

son de la culture «Abdelkader Alloula» de Tlemcen, à l'occasion de la célébration du 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, a-

t-on appris lundi des organisateurs. Cette manifestation, organisée par le centre des arts et expositions de Tlemcen en collaboration avec le musée national

d'art moderne d'Alger, prévoit l'exposition de plus de 80 photos de moudjahidate de différentes wilayas du pays, a indiqué le directeur du centre, Amine Boudefla. Les photos des moudjahidate après l'indépendance qui seront exposées sont celles prises par les deux photographes professionnels Cherif Benyoucef et Nadjat Makhloufi.

L'exposition se subdivise en deux parties l'une de photos prises par Nadjat Makhloufi qui présente des portraits de la femme combattante et la deuxième du photographe Cherif Benyoucef.

Cette exposition s'étalera jusqu'au 30 novembre prochain pour sillonner à partir du 11 décembre prochain les écoles primaires jusqu'à la fin de l'année scolaire, a-t-on fait savoir.

Samah T.

Ali T.

Centre universitaire Abdelhafid-Boussouf de Mila

## Les enseignants réclament l'amélioration de leurs conditions de travail

Les enseignants du Centre universitaire «Abdelhafid Boussouf» de la wilaya de Mila ont observé un mouvement de protestation devant le pavillon de l'administration pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de travail et la prise en charge de leurs préoccupations.

Selon Zoubir Ben Sakhri, enseignant de littérature arabe, «la majorité des enseignants de ce centre universitaire ont pris part à ce mouvement et réclament l'amélioration de leurs conditions de travail ainsi que la prise en charge de leurs préoccupations».

Parmi les problèmes soulevés, les enseignants ont cité entre autres, le déficit dans

l'encadrement notamment du cycle master et la surcharge enregistrée dans les groupes de ce cycle, le manque d'équipement au niveau du laboratoire, et le non-paiement du reliquat des effets financiers du reclassement et des heures supplémentaires.

Ils ont appelé également à l'accélération de la promotion du centre universitaire de Mila au rang d'université. Pour sa part, le directeur du centre universitaire, Abdelwaheb Chemam, qui a rencontré des représentants des enseignants a attesté de «l'objectivité» de plusieurs revendications, assurant que «des efforts sont déployés pour trouver des solutions aux préoccupations

soulevées». Le directeur du centre universitaire a fait savoir que le problème des reliquats des effets financiers du reclassement et des heures supplémentaires se pose au niveau de plusieurs universités, rappelant que «ce dossier est actuellement pris en charge par la tutelle».

A noter que les étudiants de l'informatique de la Faculté des sciences et technologie ont également observé dimanche un mouvement de protestation revendiquant l'amélioration des conditions d'apprentissage et l'ouverture de postes supplémentaires dans le cycle du master.



Youssef Chahed, Chef du gouvernement tunisien

# L'attentat terroriste «a échoué»

■ Le Chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, a affirmé que l'attentat terroriste perpétré lundi à l'avenue Habib-Bourguiba a échoué, assurant que la lutte contre le terrorisme se poursuivait, a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP.



Par Moncef T.

«**L**a plupart des blessures sont légères, hormis deux cas dont le diagnostic vital n'est pas engagé», a rassuré le Chef du gouvernement lors de sa visite aux blessés à l'hôpital militaire de la capitale.

M. Chahed a rendu hommage aux forces de sécurité et à l'armée, promettant que «le gouvernement fera tout pour éradiquer le phénomène du terrorisme».

«Le risque zéro face au terrorisme n'existe nulle part dans le monde et la lutte contre ce phénomène est l'affaire de tous les Tunisiens, et toutes les forces doivent s'unir pour y faire face», a-t-il poursuivi. Pour sa part, le directeur de l'hôpital militaire,

Tarek Chabbi, a déclaré que l'hôpital a accueilli six blessés dont l'état de santé était «stationnaire». Le parquet du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme a confié à l'Unité nationale de lutte contre les crimes de terrorisme relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale au Gorjani, l'enquête sur l'attentat suicide, selon la Tap, citant le porte-parole du tribunal de première instance et du pôle, Sofiane Selliti. Le ministère de l'Intérieur avait indiqué que la femme qui s'est fait exploser est morte sur le coup et n'est pas connue par les services de sécurité pour «son extrémisme».

Lundi, une jeune femme d'une trentaine d'années s'est fait exploser au niveau de l'avenue Habib-Bourguiba dans la capitale Tunis, à proximité de véhi-

cules de la police, blessant une vingtaine de personnes dont quinze policiers et deux enfants, selon des médias. M. Selliti a indiqué que le ministère public, après avoir fait les constats qui s'imposent sur les lieux de l'attentat, a entendu tous les membres des services de sécurité et les civils blessés dans l'attentat, hospitalisés dans trois établissements.

Il a confirmé que la plupart des blessés, légèrement atteints, ont quitté les établissements hospitaliers, affirmant que l'état de santé d'un petit nombre des blessés restés en observation est stationnaire. Au sujet de l'auteur de l'opération terroriste, dont la dépouille a été transférée à l'hôpital Charles-Nicole, elle a fait usage d'une charge explosive, a indiqué le porte-

parole. «Selon les premiers éléments de l'enquête elle était âgée de 30 ans, originaire de Mahdia et détentrice d'une maîtrise, sans être connue par les services de sécurité», a-t-il précisé.

Selliti a démenti, d'autre part, les informations sur des arrestations parmi des personnes en lien avec l'attentat suicide.

## L'UE «solidaire avec la Tunisie et tout son peuple»

L'ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, Patrice Bergamini, a exprimé lundi au nom de l'UE «son entière solidarité avec la Tunisie et tout son peuple» suite à l'attentat suicide perpétré à Tunis. «Je rends également hommage aux forces de

sécurité tunisiennes, encore visées par une attaque terroriste à Tunis aujourd'hui», a-t-il écrit sur sa page Facebook officielle. «Comme le président de la Commission européenne Monsieur Jean-Claude Juncker, la déclaré lors de sa visite en Tunisie la semaine dernière, a poursuivi l'ambassadeur, l'Union européenne, ses Etats membres et ses institutions, se tiennent résolument aux côtés de la Tunisie dans sa marche vers la démocratie».

«Nous continuerons ensemble à tout mettre en œuvre pour assurer le succès de la jeune démocratie tunisienne et l'aider à relever les nombreux défis auxquels elle fait face, y compris dans sa lutte contre le terrorisme», a conclu Bergamini.

M. T.

Entre les Douanes algériennes et tunisiennes

## «L'échange de données, meilleur procédé pour lutter contre la contrebande»

Le directeur général des Douanes algérienne, Farouk Bahamid, a mis l'accent, lundi soir depuis le poste frontalier d'Oum T'boul à El Kala dans la wilaya d'El Taref, sur l'importance de l'échange de données entre les Douanes algériennes et tunisiennes pour «assurer une meilleure lutte contre la contrebande et le trafic de stupéfiants».

S'exprimant lors de l'inspection du poste frontalier d'Oum T'boul en présence d'une importante délégation tunisienne conduite par le contrôleur général des Douanes tunisiennes le colonel major Mohamed-Maher Kherrat, M. Bahamid a précisé qu'il était important de coordonner les efforts entre les deux administrations par le biais de l'échange de données afin d'assurer une gestion «coordonnée des frontières» et «lutter efficacement contre les différents fléaux

portant préjudice à l'économie nationale des deux pays».

Le DG qui s'est également rendu au poste frontalier tunisien Melloula, où des explications sur le traitement et la prise en charge des voyageurs lui ont été données, a, par ailleurs, indiqué que le poste frontalier d'Oum T'boul sera doté, en 2019, d'un scanner

fonctionnant au rayons X au même titre que six autres postes frontaliers de l'est du pays. De son côté, le colonel major Mohamed-Maher Kherrat a évoqué le projet «du point de passage commun» entre les deux pays, assurant qu'il devra simplifier davantage les procédures de traitement des voyageurs dans

les deux sens et faciliter les échanges commerciaux. Selon les explications fournies au DG des Douanes algériennes, depuis janvier dernier, le poste frontalier d'Oum T'boul a traité le transit de plus de 2 millions de voyageurs.

S'inscrivant dans le cadre de l'échange de coordination entre

l'Algérie et la Tunisie, une rencontre technique et de concertation est au programme de la visite de la délégation tunisienne en Algérie avec à l'ordre du jour une série de dossiers en rapport avec l'activité douanière qui devait être organisée hier Annaba, a-t-on fait savoir.

Hamid F.

Mauritanie

## Nomination d'un nouveau Premier ministre

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a nommé lundi un nouveau Premier ministre, Mohamed Salem Ould Bechir, en remplacement de Yahya Ould Hademine qui a présenté plus tôt dans la journée la démission de son gouvernement, a indiqué l'agence de presse mauritanienne (AMI). M. Ould Bechir, un ingénieur de formation âgé de 56 ans, dirigeait depuis août 2016 la Société nationale industrielle et minière (Snim). Il était auparavant ministre

du Pétrole et de l'Energie du gouvernement de son prédécesseur. Il devait entamer directement ses consultations pour former son nouveau cabinet, a ajouté la même source. L'ex-Premier ministre continuera d'assister au Conseil des ministres en tant que ministre d'Etat chargé de mission auprès de la présidence de la République, poste pour lequel il a été nommé lundi par décret présidentiel. M. Ould Hademine, qui a dirigé le gouvernement pendant quatre ans, s'est

dit «honoré par la confiance placée en lui» par le président Ould Abdel Aziz, qui lui a «permis de participer à la mise en application de son programme électoral».

Ce changement à la tête du gouvernement intervient après la victoire lors des élections des 1<sup>er</sup> et 15 septembre du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR), face à l'opposition dominée par le parti islamiste Tewassoul.

R. M.



États-Unis

# Trump prévoit des «villes de tentes» et envoie 5 000 soldats à la frontière

■ Pour empêcher la caravane de migrants centraméricains fuyant la violence et la misère dans leurs pays de pénétrer en territoire américain, le président Donald Trump entend les parquer dans «des villes de tentes» et les contenir avec plus de 5 000 militaires, dont l'envoi à la frontière mexicaine a été annoncé par l'armée.

Par Rima C.

«S'ils demandent l'asile, nous allons les retenir jusqu'à ce que leur cas soit examiné. Nous les retiendrons, nous allons construire des villes de tentes, nous allons dresser des tentes partout là-bas», a dit le président américain lundi soir sur Fox News. «Nous n'allons pas construire des structures et dépenser des centaines de millions de dollars, nous allons mettre des tentes, elles seront très bien, et ils (les migrants) devront attendre, et s'ils n'obtiennent pas l'asile, ils

s'en vont», a-t-il insisté. «Nous, contrairement à Obama et à d'autres, on va prendre ces gens, on va les mettre là, et ils attendront. Quand les gens verront ce qui se passe, on aura bien moins de personnes qui viendront», a ajouté Donald Trump.

Cette annonce suivait celle de l'armée américaine, qui mettait en oeuvre le projet sécuritaire du président à propos des migrants honduriens. «D'ici à la fin de la semaine, nous allons déployer plus de 5 200 soldats à la frontière sud-ouest» qui s'ajoutent aux quelque 2 100 membres de la Garde nationale déjà mobili-

sés, a affirmé lors d'une conférence de presse le général Terrence O'Shaughnessy. «C'est seulement le début de cette opération», a ajouté le commandant de la zone militaire nord-américaine, en confirmant un chiffre bien plus élevé que les 800 évoqués la semaine dernière. Cette opération, baptisée «Patriote fidèle», doit permettre de renforcer les postes-frontières du Texas à la Californie et apporter un soutien logistique aux agents du service des douanes et de la protection des frontières (CBP) sur d'autres zones moins bien protégées. «La sécurité aux frontières est une affaire de sécurité nationale et l'armée américaine va améliorer les capacités du CBP à renforcer la frontière», a assuré le général O'Shaughnessy. «Nous ne permettrons pas à un large groupe d'entrer aux États-Unis d'une façon dangereuse et illégale», a pour sa part assuré Kevin McAleenan, le patron du CPB. «En ce moment, des dizaines de milliers de migrants entre les frontières du Guatemala et des États-Unis font mouvement vers nous», a-t-il dit, estimant la taille des deux principaux groupes à 3 500 et 3 000 personnes. Le président américain avait répété ces dernières semaines que des troupes supplémentaires étaient nécessaires à la frontière américano-mexicaine, se servant de cette caravane pour défendre sa politique anti-immigration dans la perspective des élections législatives du 6 novembre, qui pourraient être favorables à ses



PH. &gt; D. R.

opposants démocrates. «De nombreux membres de gangs et de très mauvaises personnes se sont mélangés à la caravane qui se dirige vers notre frontière sud», a tweeté le président américain lundi matin, réitérant des affirmations non étayées déjà tenues la semaine dernière.

«C'est une invasion de notre pays et notre armée vous attend», a prévenu le milliardaire républicain qui devrait tenir onze meetings de campagne d'ici le scrutin, selon une source ayant connaissance des projets du président. En avril, face à la progression d'une autre caravane de migrants, il avait ordonné l'envoi d'un maximum de 4 000 membres de la Garde nationale. Environ 2 100 ont été déployés. L'ACLU, la puissante organisation de défense des libertés civiles, a dénoncé la volonté de M. Trump de «forcer l'armée à promouvoir son programme anti-immigration et de division». «L'envoi de forces militaires à la frontière sud est un énorme gaspillage de l'argent des contri-

buables et une action qui va terroriser et militariser les communautés vivant à la frontière», a affirmé, Shaw Drake, conseiller de l'ACLU à El Paso (Texas). Les autorités mexicaines ont indiqué avoir reçu 1 743 demandes d'asile depuis l'entrée de la caravane de 7 000 personnes, pour la plupart honduriennes, sur le sol mexicain. Elle a pris le départ du Honduras le 13 octobre. Ces milliers de personnes ont fait une pause dimanche à Tapanatepec, dans l'État d'Oaxaca, et sont repartis lundi matin en direction de Mexico pour ensuite rejoindre la frontière. Selon l'ONG Pueblos Sin Fronteras, qui voyage avec les migrants, la caravane ne comptait plus dimanche que 4 000 personnes, certaines ayant décidé de s'arrêter en route ou ayant préféré retourner en Amérique centrale. Plus au sud, sur le pont frontalier, les autorités mexicaines ont bloqué l'entrée de milliers de Honduriens depuis le Guatemala.

R. C.



## Points chauds

Départ

Par Fouzia Mahmoudi

Angela Merkel a été de 2010 à 2016 élue «femme la plus puissante du monde», par le magazine de référence «Forbes». Un titre qui rend la chute de la chancelière allemande d'autant plus brutale. En effet, Angela Merkel a annoncé deux décisions de taille cette semaine. Première décision : elle ne sera pas candidate à la présidence de la CDU lors du congrès du parti au début du mois de décembre à Hambourg. Elle qui a toujours dit que la présidence du parti et la chancellerie devaient rester entre les mêmes mains a renoncé à son principe. Après 18 ans à la tête de la CDU, Angela Merkel est prête à faire ses adieux. Seconde décision : elle accomplira son mandat de chancelière jusqu'au bout de cette législature, mais ne sera pas candidate aux élections de 2021. Elle ne compte pas non plus intégrer le Bundestag comme simple députée, et souhaite se retirer complètement de la vie politique. On sait qu'Angela Merkel avait beaucoup hésité avant d'accepter de se représenter pour un quatrième mandat à la tête de l'Allemagne. Sans dauphin potentiel bien en selle à la CDU et au regard de la situation extrêmement instable dans le monde, la chancelière s'était résignée à entrer dans sa treizième année à la tête de l'Allemagne. Un mandat de trop, disent ceux, et ils sont de plus en plus nombreux ; qui la critiquent. Le résultat désastreux de la CDU aux élections en Hesse ce dimanche a poussé Angela Merkel à annoncer plus tôt que prévu ces deux décisions longuement mûries. La chancelière a eu des mots durs pour la GroKo, la grande coalition CDU/CSU/SPD qui gouverne sous sa houlette à Berlin. «L'image que le gouvernement donne de lui-même est inacceptable», juge-t-elle. «Les chiffres recueillis par la CDU en Hesse ne sont pas seulement décevants, ils sont amers». Angela Merkel reconnaît que les incessantes querelles au sein de la GroKo contribuent dans une large mesure à ce désastre électoral. Elle regrette la «culture de travail» «épouvantable» qui règne au sein de la coalition et qui empêche de voir les réalisations accomplies par les différents ministères. Impossible par conséquent de revenir aux affaires courantes comme si de rien n'était. Elle espère que cette «césure» apportera «une bouffée d'air frais» et permettra «un nouveau départ». Sans surprise, les réactions se sont multipliées dès la fin de sa prise de parole. Andrea Nahles, cheffe du SPD, elle aussi sur un siège éjectable après la dégringolade de son parti en Bavière et en Hesse, estime que cette décision «qui n'appartient qu'à la CDU» n'aura «pas de conséquences directes sur le travail GroKo». Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur, son principal adversaire sur la question des migrants, s'est même félicité du bon travail accompli ensemble. Quant à Volker Bouffier, ministre président de Hesse qui a sauvé sa peau dimanche, il rend hommage à la «décision forte, noble et juste» prise par la chancelière. Reste à voir désormais que Merkel a annoncé son retrait, qui sera capable de la remplacer, elle qui s'est imposée sur la scène internationale et qui a régné près de vingt ans sur l'Allemagne. La remplacer sera difficile et aujourd'hui personne n'apparaît capable de le faire. Cette décision reviendra toutefois aux Allemands qui auront en 2021 la lourde tâche d'élire leur nouveau chancelier.

F. M.

## Accident d'avion en Indonésie

### Les secours retrouvent de nouveaux restes humains

Les secours indonésiens ont retrouvé de nouveaux restes humains hier sur le site de l'accident d'un avion de Lion Air qui a plongé dans la mer avec 189 personnes à bord, des médias faisant état d'un dysfonctionnement sur un instrument de bord. Le Boeing 737 MAX 8 de la compagnie indonésienne a basculé entré en service il y a seulement quelques mois a disparu des radars lundi, 12 minutes après avoir décollé de Jakarta. Il s'est abîmé en mer de Java peu après avoir demandé au contrôle aérien l'autorisation de revenir dans la capitale indonésienne. Des dizaines de plongeurs ont été dépêchés sur le site de la disparition du vol JT 610, qui aggrave encore la réputation d'insécurité du secteur aérien indonésien. Mais dès lundi soir, les services de secours n'avaient

plus guère d'espoir de trouver des survivants. Les équipes ont pour l'heure rempli 10 sacs mortuaires de morceaux de corps, a déclaré à la chaîne Metro TV Muhammad Syaugi, chef de l'Agence indonésienne de recherches et de secours. Les restes ont été envoyés à l'hôpital de la police de Jakarta pour des tests ADN aux fins d'identification. Des familles éplorées les y attendaient, parmi lesquelles Hari Setiyono, dont le beau-fils se trouvait dans l'avion. «Ma fille n'a plus de mari, mon petit-enfant n'a plus de père», a-t-elle dit. D'après le chef adjoint de la police nationale, Ari Dono Sukmanto, la dépouille d'un bébé figure parmi les corps retrouvés. Les secours ont également rempli 14 sacs de débris divers – chaussures, portefeuilles ou vêtements. «Tout ce

qui était à la surface de l'eau a été collecté», a ajouté M. Syaugi. Selon le Comité de sécurité des transports nationaux (NTSC), l'avion transportait 178 passagers adultes, un enfant, deux bébés, deux pilotes et six personnels de cabine. Parmi eux, figuraient 20 employés du ministère indonésien des Finances et l'ancien coureur cycliste italien Andrea Manfredi. L'impact est probablement survenu à grande vitesse. La mer est profonde à cet endroit de 30 à 40 mètres. «Notre priorité, c'est de retrouver la principale carcasse de l'avion, à l'aide de cinq bâtiments de guerre équipés de sonars détecteurs de métaux», a déclaré Yusuf Latif, porte-parole de l'Agence de recherches. Les deux boîtes noires n'ont pas été retrouvées.





## Salon international du livre d'Alger

# Forte affluence du public dès le premier jour

■ Le Salon international du livre d'Alger a ouvert hier matin ses portes au public qui était nombreux dès les premières heures de la journée. Des gens de toutes les tranches d'âge et de différentes régions du pays sont venus pour découvrir la nouveauté littéraire et se procurer des livres.

Par Saïda Ch.

La vingt-troisième édition du Salon international du livre d'Alger s'annonce festive dès le premier jour. D'abord, une forte participation algérienne et étrangère, à savoir un millier d'éditeurs représentant quarante-sept pays des différents continents et dont la Chine invité d'honneur. Ainsi, un grand nombre de nouveaux livres seront présentés pour la première fois aux lecteurs algériens. Ces derniers étaient nombreux hier matin pour découvrir ce que les exposants ont de nouveau. Le froid que connaît la capitale ces derniers jours n'a pas empêché les gens de venir dès les premières heures de la journée, et de différentes régions du pays, pour découvrir ce que le salon apporte de nouveautés

et se procurer des livres. «Je suis venu de Tipaza pour chercher des livres de pharmacie. Ils sont indisponibles sur le marché algérien et je dois profiter de cette occasion pour me les procurer», nous a confié un étudiant en pharmacie. Les universitaires du domaine scientifique ne sont pas les seuls à profiter du salon pour acheter des livres, il y a aussi ceux des branches littéraires. Amina, étudiante en Master II littérature française, nous a confié que les livres théoriques et même quelques romans ne sont pas disponibles dans les librairies algériennes. «Je dois à chaque fois me déplacer jusqu'au Centre culturel français d'Alger pour emprunter des livres de ma spécialité et ce n'est pas facile vu que j'habite à Médéa», précise-t-elle.

Sur place, on a même ren-



contré des parentes d'élèves des trois paliers scolaires qui sont venus chercher des livres parascolaires. «Je viens chaque année au Salon du livre pour acheter des livres parascolaires afin d'aider mes enfants dans leur apprentissage. Les exercices en classe ne sont pas suffisants et comme je suis contre les cours de soutien scolaire j'achète ces

livre pour aider moi-même mes enfants à comprendre les leçons», nous a déclaré une fidèle du salon. Pareil pour un père de famille qui confirme que ce salon «est une bonne occasion pour trouver des livres parascolaire intéressants et à des prix abordables».

La vingt-troisième édition du Salon international du livre

d'Alger s'annonce aussi riche par le nombre des nouveaux livres concernant toutes les spécialités. Des livres islamiques, scientifiques, universitaires, des livres d'histoire, des romans et autres dans les trois langues (arabe, français et amazighe) sont exposés au public.

A. S.

## Prévue pour fin 2018

### L'Académie algérienne de la langue amazighe bientôt mise en place

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a annoncé, lundi à Alger, que l'Académie algérienne de la langue amazighe sera mise en place «avant la fin de l'année en cours», précisant que le Haut

commissariat à l'amazighité (HCA) poursuivra normalement sa mission. «Le HCA joue un rôle important dans la promotion de la langue amazighe et continuera à accomplir sa mission en coor-

dination avec l'Académie», a déclaré M. Ouyahia en marge de l'inauguration du 23<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (SILA). Le Premier ministre s'est félicité, en outre, des efforts de l'Etat et

du président de la République dans la promotion de la langue amazighe, qui a été élevée au rang de langue nationale et officielle aux côtés de la langue arabe, appelant, par la même

occasion, à encourager l'édition d'ouvrages en tamazight.

Tout en déplorant le fait que certains tentent de semer la confusion au sujet de cette question (tamazight), Ouyahia a mis en avant les efforts entrepris par le ministère de l'Education nationale qui a élargi l'enseignement de la langue amazighe à travers 30 wilayas du pays.

Il est à rappeler que la loi organique relative à la création de l'Académie algérienne de la langue amazighe, adoptée en juin dernier par le Parlement, vise à doter la langue amazighe des outils nécessaires à sa promotion et à son développement.

La loi définit les missions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de cette instance, placée auprès du président de la République et dont la création est prévue par l'article 4 de la Constitution, amendée en 2016.

M. K.

## Journées du court métrage

### Tissemsilt s'apprête à accueillir l'évènement

Les premières journées nationales du court métrage débuteront aujourd'hui à Tissemsilt sous le thème «L'Algérie au regard du cinéma», ont annoncé lundi les organisateurs.

Initiée par la Maison de la culture «Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem» de Tissemsilt, en collaboration avec l'association de wilaya «Culture et arts» à l'occasion de la célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, cette manifestation prévoit la projection d'une vingtaine de courts métrages

de cinéastes amateurs de 17 wilayas du pays ainsi que sept documentaires mis en scène par des amateurs des wilayas de Laghouat, Boumerdès, Tissemsilt, Annaba, Relizane et Alger, a indiqué le président de l'association organisatrice, Wahid Metahr.

Les courts métrages et les documentaires seront évalués par un jury composé d'universitaires de Sidi Bel-Abbès et de Mostaganem ainsi que de cinéastes. Les trois meilleurs de la première catégorie et les deux meilleurs de la deuxième seront primés, a-t-on fait savoir.

Deux courts métrages hors compétition, à savoir «La dernière projection», du réalisateur Abdelhakim Chakhchoukh de Sétif et «Message de M'hamed à M'hamed» de Bentamra M'hamed de Tissemsilt, seront également présentés, a-t-on ajouté.

Le programme de cette manifestation de quatre jours comporte aussi des expositions d'archives du cinéma algérien, d'appareils photos anciens et de livres sur la guerre de Libération nationale, outre des ateliers de formation sur la mise en scène, tournage et écriture de scénarios.

F. H.

## Forum international sur la vie et l'œuvre de Kateb Yacine à Guelma

### Les participants appellent à éditer l'œuvre complète de l'écrivain

Les participants à la huitième édition du Forum international sur la vie et l'œuvre de Kateb Yacine ont appelé, lundi à Guelma, en clôture de cette manifestation, les responsables concernés à éditer l'intégralité des œuvres de l'auteur en tant qu'«acquis national».

Les travaux de cette rencontre internationale sur Kateb Yacine (1929-1989), tenue pendant trois jours au théâtre régional Mahmoud-Triki, au centre-ville, ont abouti à une série de recommandations soulignant la néces-

sité pour les universitaires et académiciens algériens et arabes de procéder à davantage de recherches dans le cœur de l'important capital littéraire laissé par l'auteur.

Les participants à ce forum sur le thème «La géographie de Kateb Yacine» ont également proposé d'autres sujets pouvant figurer dans les prochaines éditions de l'évènement, parrainés chaque année par l'Association pour la promotion du tourisme et de l'activité culturelle de la wilaya de Guelma, à l'instar des genres

littéraires dans l'œuvre de Kateb Yacine.

Le forum devait s'achever mais les organisateurs ont été contraints d'écourter cette rencontre internationale en raison de l'absence de nombreux conférenciers étrangers qui étaient notamment attendus de France, du Liban et du Maroc, pour «des motifs administratifs», comme l'a expliqué le président du comité d'organisation, Ali Abassi. Les travaux du dernier jour ont été marqués par plusieurs interventions sur le thème

de l'édition, notamment celle du P<sup>r</sup> Melissa Quirino Scanhola de l'Université de Sao Paulo (Brésil), portant sur l'analyse de certains espaces naturels dans le roman «Nedjma», affirmant, à l'occasion, que sa première rencontre avec la littérature de Kateb Yacine a eu lieu à travers le «Polygone étoilé». Elle a aussi indiqué que la bibliothèque universitaire au Brésil ne dispose que des ouvrages «Nedjma» et «Le cadavre encerclé».

R. C.

## AGEND'ART

Palais des Expositions des Pins Maritimes (Safex)

Jusqu'au 10 novembre :

23<sup>e</sup> édition du Salon international du livre d'Alger (SILA) Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «Passage rituelique».

Ezzou'Art galerie

Jusqu'au 15 novembre : Exposition «Peintures marines»



## Leicester City Mahrez triste suite au décès de son ancien président

L'INTERNATIONAL algérien Riyad Mahrez (Manchester City) a rendu hommage à son ancien président de Leicester City, le Thaïlandais Vichai Srivaddhanaprabha, décédé samedi dans le crash de son hélicoptère. «Une des meilleures personnes que j'ai rencontrées. Je ne t'oublierai jamais. Repose en paix», a écrit Mahrez sur son compte Instagram, accompagné de deux photos avec le défunt. Mahrez a fait partie de l'équipe de Leicester City championne d'Angleterre en 2016, avec qui il a été élu meilleur joueur de la Premier League durant la même saison. Vichai Srivaddhanaprabha avait racheté en 2010 le club de Leicester City, qui évoluait alors en

deuxième division. Il était parvenu à en faire le plus improbable champion de Premier League de tous les temps six ans plus tard. Agé de 60 ans, c'était le cinquième homme le plus riche de Thaïlande, selon le classement de Forbes, avec une fortune estimée à près de cinq milliards de dollars, grâce à son groupe de «duty free» King Power, en situation de monopole dans les aéroports du pays. La police a identifié les quatre autres victimes comme étant Nursara Suknamai et Kavporn Punpare, deux membres de l'équipe de Vichai Srivaddhanaprabha, Eric Swaffer, le pilote, et Izabela Roza Lechowicz, une passagère polonaise.

## CAN-2018 dames L'EN en regroupement en Côte d'Ivoire

LA SÉLECTION algérienne dames de football effectuera un stage à Abidjan (Côte d'Ivoire), ponctué par un match amical, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 à Accra (Ghana) du 17 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. «L'équipe nationale dames vient de rentrer du Maroc où elle a disputé deux matchs amicaux contre son homologue marocaine. La prochaine étape préparatoire va se dérouler en Côte d'Ivoire avec, au menu, un match amical, avant de rejoindre le Ghana pour prendre part à la phase finale», a indiqué le président de la Fédération algérienne (FAF) Kheireddine Zetchi, sur le plateau de la Télévision nationale. Le tirage au sort de la CAN-2018, effectué la semaine dernière à Accra, a placé la sélection algérienne dans le groupe A avec le Ghana (pays hôte), le Cameroun et le Mali. Le groupe B est composé quant à lui du

Nigeria (tenant du titre), de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Kenya, ce dernier a été repêché suite à la disqualification de la Guinée équatoriale. «Nous avons hérité d'un groupe difficile. Je regrette l'absence d'un élément important, à savoir Naima Bouhani, forfait pour blessure, mais elle sera présente avec ses coéquipières pour un apport psychologique. J'ai discuté avec la sélectionneuse Radia Fertoul, elle m'a assuré que nous avons des chances à passer le premier tour et pourquoi pas se qualifier pour le Mondial-2019 en France, même si nous refusons de donner de faux espoirs», a-t-il ajouté. Les Algériennes s'étaient qualifiées pour la CAN 2018 en dominant l'Éthiopie en aller et retour (3-1, 3-2). Les trois premiers à l'issue de la CAN-2018 se qualifieront pour la Coupe du Monde 2019 en France.

## JJM Oran-2021

### Réunion de coordination entre la Commission d'organisation et les directeurs des lycées

LA COMMISSION de wilaya de préparation des Jeux méditerranéens de 2021 et les directeurs des lycées d'Oran se sont engagés à coordonner leurs efforts pour la réussite du rendez-vous méditerranéen, a-t-on appris lundi de la Commission. Les deux parties ont tenu dimanche une première réunion dans le cadre de la volonté des organisateurs des JM d'impliquer les différents composantes de la société dans la réussite de l'évènement qu'abritera l'Algérie pour la deuxième fois de son histoire après avoir accueilli, à Alger, l'édition de 1975. La Commission de wilaya a noté avec satisfaction la volonté des directeurs des lycées oranais de mobiliser le maximum de lycéens pour renforcer les rangs des volontaires, a-t-on indiqué. Lors de sa première visite à Oran, fin septembre dernier, la Commission technique relevant de la Commission internationale des JM

avait mis en exergue le rôle que jouent désormais les volontaires dans l'organisation de toute compétition internationale. L'un des membres de ladite commission a demandé aux organisateurs de tablir sur 2 500 à 3 000 volontaires pour assurer la réussite de la 19<sup>e</sup> édition des JM, programmés dans la capitale de l'Ouest du pays.

L'ATTAQUANT international du Spartak Moscou (Div.1 russe de football) Sofiane Hanni est convoqué par le sélectionneur national Djamel Belmadi en vue du match en déplacement face au Togo, le 18 novembre prochain à Lomé, dans le cadre de la 5<sup>e</sup> journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, a annoncé lundi le club moscovite sur son compte Twitter. La dernière apparition de Hanni (27 ans) chez les Verts remonte à mars dernier, à l'occasion des deux matchs amicaux disputés face à la Tanzanie à Alger (4-1) et devant l'Iran en Autriche

## Super Coupe d'Algérie de football/CSC-USMBA au stade Tchaker

# «Sanafirs» et «Scorpions» pour un titre honorifique

■ Le CS Constantine, champion d'Algérie en titre et l'USM Bel Abbés, détenteur de la dernière Coupe d'Algérie, s'affronteront ce 1<sup>er</sup> novembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour le compte du titre honorifique de la Super Coupe d'Algérie.



Par Mahfoud M.

Les deux formations qui traversent une étape quelque peu difficile, surtout pour l'USMBA, souhaitent se donner un bol d'oxygène avec ce titre fait surtout pour orner son armoire à titre. Les «Sanafirs», dont les résultats en Ligue I sont en dents de scie, souhaitent décrocher ce titre pour se booster ensuite au championnat et se relancer à nouveau. Les poulaains d'Amrani ont bien préparé ce rendez-vous avec un mini-stage ponctué par un match amical face à l'ASAM qui s'est soldé par la victoire des Vert

et Noir sur la plus petite des marges. L'espoir est permis chez les Constantinois qui restent confiants en leurs qualités et s'estiment capables d'arracher ce trophée avec le bon état d'esprit qui les anime. Les coéquipiers de Bencherifa ont bien exploité cette trêve après le report de la 12<sup>e</sup> journée de la LI et ont travaillé tous les aspects tactiques, physiques ou psychologiques. De, son côté, l'US Bel-Abbès qui a traversé, de son côté, une zone de turbulence et ne s'est pas remise encore de cette crise, souhaite exploiter cette finale de Super Coupe pour revenir en force. Le club qui a vu le prési-

dent Hasnaoui démissionner, a aussi limogé son entraîneur tunisien Bouakaz et enregistré la venue de l'ancien coach du NAHD, Youcef Bouzidi qui est animé d'une grande détermination et souhaite d'abord le sortir de la zone rouge tout en tentant d'améliorer son classement et surtout aussi faire bonne figure en Coupe de la CAF, même si ce sera difficile. Les coéquipiers de Bounoua se présenteront avec la volonté de l'emporter et décrocher ce trophée qui leur permettra de se reprendre et aller de l'avant en championnat.

M. M.

## Ligue II Mobilis (12<sup>e</sup> journée)

### Chocs à Chlef et Biskra, le dauphin en danger

Le choc de la 12<sup>e</sup> journée de la Ligue II Mobilis opposera le leader, l'ASO Chlef, à un de ses poursuivants, l'ES Mostaganem, et aura lieu au stade Boumezrag de Chlef. Les Chéliens qui sont sur une belle lancée et réussissent une belle série, souhaitent continuer sur cette même lancée et ajouter trois autres points à leur escarcelle. Les poulaains de Zaoui qui bénéficieront du soutien de leur cher public feront tout leur possible pour l'emporter, mais devront faire très attention à cette équipe mostaganémoise qui ne se déplacera pas

en victime expiatoire et fera tout pour revenir avec un résultat probant qui leur permettra de jouer l'accession en Ligue I. Pour sa part, le dauphin, le WA Tlemcen, sera en danger en se rendant à Alger pour croiser le fer avec le RC Kouba, une équipe qui joue sa survie en LII et fera tout pour empêcher les trois points qui lui permettront de rester en vie. Toutefois, les Zianides qui voyagent bien peuvent bien surprendre les Koubéens, surtout s'ils seront bien concentrés sur leur sujet. L'autre choc de la journée aura pour théâtre le stade de

Biskra et opposera l'USB locale au MC El Eulma, soit le quatrième au troisième. Les gars de la ville des Ziban savent qu'ils n'auront pas droit à l'erreur et se doivent de battre les Eulmis s'ils veulent vraiment se relancer et retrouver une place sur le podium. Mais il faut savoir que leur mission ne sera pas de tout repos face à cette équipe de «Babya» qui reste très coriace mais en dehors de ses bases. Un autre match s'annonce équilibré, c'est celui qui mettra aux prises le MC Saïda et le nouveau promu, le NC Magra, deux formations qui sont pratiquement côte à côte au classement général, même si les Saïdis ont plus de chance de l'emporter devant leurs fans.

Le programme :	
Mercredi 31 octobre 2018 :	
USMB-USMH	(15h)
RCK-WAT	(15h)
JSMB-JSMS	(17h)
ASO-ESM	(17h)
USB-MCEE	(18h)
MCS-NCS	(15h)
ABS-RCR	(jeudi à 15h)
USMAN-ASMO	(jeudi à 16h)

## Eliminatoires de la CAN 2019 Hanni présent face au Togo

(défaite 2-1). L'ancien buteur d'Anderlecht (Belgique) compte six apparitions en championnat russe depuis le début de la saison, dont cinq titularisations, sans pour autant parvenir à inscrire le moindre but. L'équipe nationale qui reste sur une défaite (1-0) face au Bénin à Cotonou, tentera de sceller sa qualification face au Togo, et surtout éviter un deuxième revers de suite. Au terme de la 4<sup>e</sup> journée, l'Algérie et le Bénin se partagent le fauteuil de leader avec 7 points, devant le Togo (5 points). La Gambie ferme la marche avec 2 points.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

## Une personne tuée dans le dérapage d'un véhicule

UNE PERSONNE a trouvé la mort, hier, dans un accident de la route survenu au village d'Ait Bouyahia dans la commune de Beni Douala (20 km au sud de Tizi Ouzou), apprend-on auprès de la cellule de communication de la Protection civile. A l'origine de l'accident survenu peu avant 9h du matin, le dérapage d'un

véhicule léger suivi de son renversement sur le bas côté causant ainsi le décès de son conducteur, un homme âgé de 84 ans. La dépouille mortelle de la victime a été déposée à la morgue du CHU de Tizi Ouzou alors qu'une enquête a été diligentée pour élucider les circonstances exactes du drame. H.M.

Tablat

## Plus de 50 quintaux de viande blanche saisis

PLUS de cinquante quintaux de viande blanche, d'origine douteuse, ont été saisis récemment par la brigade de la gendarmerie de Tablat, lors d'un contrôle routinier sur un tronçon de la route nationale N 8, a-t-on appris mardi auprès du groupement de la gendarmerie. Quatre camions frigorifiques remplis de viande blanche, destinée à être commercialisée dans différents marchés de viande blanche, ont été interceptés pour contrôle au niveau d'un barrage fixe de la gendarmerie, sur l'axe Tablat-El-Haoudine, nord-est de Médéa, a indiqué la même source. Après les vérifications d'usage, il s'est

avéré que la totalité de la marchandise qui se trouvait à bord de ces camions, n'avait pas été soumise au contrôle préalable des services vétérinaires, a-t-on ajouté, précisant qu'aucun des transporteurs ne disposait, au moment de ce contrôle, d'un certificat sanitaire autorisant la commercialisation de cette marchandise. Outre la saisie de cette importante quantité de viande blanche, la gendarmerie a procédé également à la mise en fourrière des véhicules utilisés dans le transport de ladite marchandise, a-t-on signalé.

O. N.

Intempéries

## Échouage d'un voilier belge sur les côtes oranaises

UN VOILIER battant pavillon belge qui naviguait en Méditerranée a échoué sur la côte rocheuse l'Illorat, à Cap Falcon, dans la daïra de Ain El Turk (corniche oranaise), a indiqué mardi à l'APS le chef de l'unité marine de la Protection civile au port d'Oran, le lieutenant Madjid Benatia. La disparition de ce voilier a été ultérieurement signalée par les autorités espagnoles avant d'être découvert, lundi après-midi, sur la côte oranaise, a précisé le même responsable, ajoutant que l'embarcation aurait quitté les côtes espagnoles avant de faire naufrage en plein Méditerranée. Une équipe de plongeurs de la Protection civile a effectué, lundi, une virée de reconnaissance, dans la partie immergée du voilier et aux alentours sans découvrir toutefois de corps. «L'embarcation était vide», a assuré le lieutenant Benatia. Le voilier, long de 12 mètres, emporté par les courants jusqu'à la plage rocheuse de l'Illorat, avait les voiles hissées et complètement déchirées, ce qui indique qu'il naviguait quand il a fait naufrage, a noté le même officier. Par ailleurs, l'unité marine de la Protection civile d'Oran, qui intervient sur une façade maritime longue de 120 km, de la plage

Madegh2, à la frontière avec la wilaya d'Ain Temouchent jusqu'à Mers El Hadjadj, à la frontière avec la wilaya de Mostaganem, a effectué, au cours des dernières 48 heures, trois interventions pour renflouer trois embarcations noyées au port d'Oran. Il s'agit d'un glisseur et de deux bateaux de plaisance, qui ont fini au fond de l'eau à cause des intempéries. L'unité marine de la Protection civile a effectué des interventions pour les renflouer, a indiqué la même source.

Sam B.

Bruxelles

## Deux femmes sans-abri retrouvées mortes de froid

DEUX femmes sans-abri ont été retrouvées mortes de froid ces deux derniers jours à Bruxelles, rapportent mardi les médias belges, citant le parquet. La première victime âgée de 41 ans, avait été trouvée morte lundi matin dans la commune de Schaerbeek. Selon les conclusions du médecin légiste, elle est décédée d'hypothermie. Le parquet a procédé à divers devoirs d'enquête, dont l'analyse d'images de vidéosurveillance et une enquête de voisinage. Selon ses conclusions, le décès n'est pas suspect. Le médecin légiste a donc conclu à une mort par hypothermie. Le corps sans vie de la deuxième victime âgée d'une cinquantaine d'années a été trouvé le matin dans la commune de Bruxelles. Selon les premiers éléments de l'enquête, elle serait également décédée d'hypothermie. Les températures ont chuté brutalement ces derniers jours en Belgique, néanmoins, le «plan hiver» qui organise l'accueil et l'hébergement des sans-abri à Bruxelles ne sera opérationnel que le 15 novembre.

R. I.

## Election de Bolsonaro Le Brésil bascule à l'extrême droite



Louvis

Djalou@hotmail.com

Finances

## La BNA inaugure sa première agence digitale

■ La Banque nationale d'Algérie (BNA) a lancé mardi à Alger sa première agence digitale en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.

Par Ihsane Gh.

Cet espace digital offre, en libre-service, l'ensemble des fonctionnalités d'une agence classique, a souligné le directeur de la monétique et des moyens de paiement de cette banque publique, Brahim Boudjlida. Ainsi, il permet d'établir des liens de proximité à travers un système de visio-conférence mis à la disposition des clients pour interagir directement avec des chargés de clientèle de la banque pendant des horaires élargis, à savoir, du dimanche à jeudi de 7h à 19h. A travers des écrans digitaux placés au sein de l'agence, les clients de la banque publique peuvent aussi soumettre des réclamations ou des demandes d'assistance par visio-conférence, effectuer des simulations de crédit ou de produits d'assurance et accéder au service de paiement des factures d'électricité, de gaz, d'eau et de téléphonie. Un second espace, accessible 7j/7 et 24h/24, comprend un distributeur permettant

aux clients d'autres établissements financiers d'effectuer des opérations de retrait et de consultation de soldes. Pour les clients de la BNA, ils disposent au sein de ce second espace de plusieurs services tels que des retraits allant jusqu'à 100 000 DA/jour à raison de 3 millions DA/mois, des virements de compte à compte, des remises de chèques et des versements d'espèces. A noter que le GAB permet l'utilisation de cartes bancaires mais aussi des livrets d'épargne électroniques, a indiqué M. Boudjlida. Il a en outre précisé que la BNA compte 97 agences en espace libre-service (munies de GAB) sur 212 agences au niveau national. En marge de l'inauguration de cette agence digitale, M. Raouya s'est

réjoui de cette opération tout en appelant à inciter l'ensemble des banques à élargir la présence de ce type d'agences offrant une large gamme de services aux clients. Il a également rappelé que ce type d'initiative vient soutenir les efforts de bancarisation des acteurs nationaux de la finance et contribue à renforcer l'inclusion financière conformément aux orientations des pouvoirs publics. Pour rappel, ce nouveau service vient s'ajouter à la possibilité des clients de la BNA d'effectuer leurs paiements en ligne sur les plateformes web des grands facturiers tels que Algérie Télécom, Air Algérie, Mobilis, Sonelgaz, la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (SEAAL) et l'Algérienne des eaux (ADE).

I. Gh./APS

Football / Manchester City

## Guardiola salue la force mentale de Mahrez

L'ENTRAINEUR espagnol de Manchester City, Pep Guardiola n'a pas tari d'éloges envers Riyad Mahrez, élu homme du match face à Tottenham lundi soir (1-0), en clôture de la 10<sup>e</sup> journée du championnat anglais de football, soulignant la concentration de l'Algérien, ainsi que sa force mentale. «Riyad a été bon. Il est resté concentré et a fait du bon travail. Il connaissait très bien le propriétaire de Leicester (décédé samedi tragiquement dans un accident d'hélicoptère). C'est tellement dur pour la famille de Leicester. Il a joué les trois, quatre, cinq derniers matches à un haut niveau, en marquant des buts et en posant de nombreuses passes décisives. Contre le Shakhtar Donetsk (en Ligue des champions), il aurait pu marquer trois

buts sans un grand gardien», a affirmé le coach des «Cityzens», cité mardi par le site officiel du club. Mahrez s'est mis en évidence dès la 6<sup>e</sup> minute en ouvrant la marque. Il a dédié sa réalisation à la mémoire de son ancien président de Leicester City le Thaïlandais Vichai Srivaddhanaprabha, décédé samedi dans un accident d'hélicoptère. Mahrez a signé sa quatrième titularisation de suite, toutes compétitions confondues, parvenant à arracher une place dans le onze du club mancunien, après un début de saison difficile. Une victoire précieuse qui permet à Man City de préserver sa position en tête en compagnie de Liverpool avec 26 points chacun, soit deux unités de plus que leur poursuivant direct Chelsea.

Racim S.